ASSEMBLÉE NATIONALE

17 juillet 2017

RÉGULATION DE LA VIE PUBLIQUE - (N° 98)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CL39

présenté par
M. Marleix

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 2 TER E, insérer l'article suivant:

Le 5° du II de l'article 30 du code des marchés publics est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans son actuelle rédaction, le code des marchés publics dispense d'appel d'offre toutes les prestations de services juridiques.

Cette exception instaure un manque de transparence qui a un double effet négatif : d'une part elle soustrait à la vigilance des citoyens comme à celle des magistrats le recours à des procédures qui se révèlent potentiellement contestables (cas de l'arbitrage du crédit lyonnais) ; d'autre part elle pose un problème déontologique puisque l'État recourt à prix d'or (du fait de l'absence d'appel d'offre et de concurrence) aux prestations de conseils privés dont beaucoup sont d'anciens décideurs publics.

La nouvelle rédaction proposée ferme le champ de l'exception pour l'ensemble des prestations juridiques.